COMMENTAIRES
SUR LE
RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

Mamadou Diouf

1. APPRECIATION GENERALE

Le rapport tel qu'il se présente dans sa version provisoire est très bien réalisé. La langue est simple et accessible malgré quelques formules ou trop académiques ou pas très explicites (Par exemple page i, « la Direction politique et administrative », ou « les rapports de force domestiques » page iii, « grammaire »). La démarche adoptée pour la présentation des informations et leur traitement est cohérente et dans la plupart des cas stimulante. La présentation des résultats, pour ce qui concerne les secteurs analysés est pertinente.

De manière générale, on peut dire que le rapport, dans cette version provisoire répond de manière précise et parfois très provocatrice à son objet : faire l'état des lieux du développement humain au Sénégal, identifier les enjeux et les jeux d'acteurs, repérer les contraintes et suivre les perspectives qui se dégagent dans les évolutions à court, moyen et long terme. Le rapport articule bien pour tous les secteurs analysés, les dimensions rétrospective et prospective.

La critique générale qui pourrait être faite est :

- Un traitement inégal entre les différentes parties,
- Certaines longueurs

• L'absence - explicable et expliquée - d'une introduction et d'une conclusion ; la première pour préciser l'ambition de l'étude et la seconde pour tirer les enseignements les plus décisifs que l'on pourrait en tirer.

La suggestion générale qui est faite avant de passer en revue les chapitres, individuellement : élaborer une introduction et une conclusion à la hauteur du travail réalisé.

De manière générale, on peut conclure que le produit proposé répond aux attentes telles quelles sont consignées dans les termes de référence de l'étude.

2. APPRECIATION DES SECTIONS

2.1 Avant-Propos

L'avant-propos pourrait être maintenu et aménagé. Les deux premiers paragraphes seront bien sûr éliminés et on retiendrait la partie relative aux objectifs et à la démarche.

L'aménagement consisterait à faire passer la structure du document dans la première partie de la section et à présenter ensuite les objectifs et la démarche, en insistant sur l'objectif principal, à savoir l'étude de la gouvernance et sa place dans les choix politiques retenus et l'appréciation/évaluation des résultats obtenus dans la mise en œuvre.

2.2 Le Cadre macroéconomique

Les données fournies dans cette section sont complètes et importantes pour la compréhension de la situation macroéconomique du Sénégal. Leur présentation pourrait être améliorée. Par exemple les tableaux 2 et 3 de la page 4 devraient être déplacés et suivis chacun de commentaires spécifiques plus synthétiques qui mettent l'accent sur les chiffres beaucoup plus que le commentaire, à la page 3, juste après le 3^{ème} paragraphe. Le paragraphe suivant serait rédigé ainsi :

La contribution du secteur primaire au PIB malgré son rôle en termes d'emploi, est modeste. Elle tend même à reculer, passant de 24% en moyenne dans les années 60 à 19% dans les années 90, pour être négative à la fin de ces mêmes années. En bref, une contribution divisée en deux, de 1960 à 1998.

La première partie qui résume les grandes tendances de chaque secteur est bien présentée. On pourrait cependant résumer certaines parties (voir ci-dessus).

Ne serait-il pas possible de réorganiser l'ensemble du chapitre en replaçant les résumés au début de chaque chapitre traitant des secteurs concernés. On pourrait ainsi regrouper les différentes questions relatives à chaque secteur. Par exemple, la section sur « l'inégal partage de la charge fiscal », page 8, devrait être déplacée à la page suivante, 9, à la suite du tableau.

Il serait possible de trouver des titres plus percutants pour les sections :

1. avant le dernier paragraphe, Page 2 : *une tendance à la baisse d'investissements fortement dépendants de l'extérieur* ;
2. avant le premier paragraphe, Page 3 : *une économie qui favorise des activités informelles au détriment de source d'emplois* ;

3. après le tableau 4, Page 5 : une demande tirée par la consommation ;
4. après le tableau 5, Page 5 : une balance commerciale déficitaire ;
5. après le tableau 6 Page 5 : des salaires et revenus en baisse constante ;
6. après le 2^{ème} paragraphe, Page 6 : une croissance économique sur des bases fragiles ;
7. après le 3^{ème} paragraphe, Page 6 : les PAS : une réponse à la situation macroéconomique ;
8. après le 3^{ème} paragraphe, Page 6 : une économie incapable de s'adapter aux mutations de l'environnement international
9. après le 1^{er} paragraphe, Page 7 : une croissance faible du PIB ;
10. après le 2^{ème} paragraphe, Page 7 : une augmentation des dépenses de consommation
11. après le 3^{ème} paragraphe, Page 7 : une forte fluctuation des importations et des exportations ;
12. après le 4^{ème} paragraphe, Page 7 : une crise financière lourde et un endettement important ;
13. après le 5^{ème} paragraphe, Page 7 : des PAS influencés par les échéances électorales ;
14. 1^{er} paragraphe, Page 8 : une préoccupation : l'assainissement des finances publiques ;
15. après le 2^{ème} paragraphe, Page 8 : une fiscalité inégalement répartie ;
16. après le 4^{ème} paragraphe, Page 8 : des recettes budgétaires faibles.

Page 9 : le 2^{ème} paragraphe annonce une explication de la faiblesse du rendement fiscal par plusieurs facteurs mais un seul facteur est mentionné. J'ai l'impression que le second et troisième paragraphes de la page 10 devraient être déplacés pour servir de présentation des autres facteurs de ce rendement faible de l'impôt.

Au paragraphe suivant, il serait intéressant de sérier, par ordre d'importance, les éléments recensés.

Page 10 : le second paragraphe répète un autre paragraphe de la page 9 et le paragraphe suivant devrait être incorporé dans une nouvelle section qui regrouperait l'ensemble des questions relatives aux contraintes politiques qui pèsent sur la fiscalité

A la même page, à propos de « la patente » (avant-dernier paragraphe) ne serait-il pas nécessaire d'avoir un petit paragraphe sur cette taxe expliquant la relation entre sa collecte et la prolifération des marchés et « loumas » avec la multiplication des arrondissements à Dakar et à Rufisque par exemple. On pourrait aussi élargir le questionnement pour y inclure les problèmes relatifs aux recettes des pouvoirs locaux.

Page 11 : le dernier paragraphe de la page 10 devrait être déplacé pour servir d'introduction à la section sur les recettes locales.

2.3 Le Secteur Privé

La partie introductive est trop longue et, surtout, elle n'est pas assez précise. Elle insiste judicieusement sur les points de flexion des politiques mises en œuvre par l'Etat. Seulement elle ne les précise pas de manière rigoureuse pour ensuite en faire le bilan.

Le corps du texte est très bien fait. Quelques longueurs sont à signaler. La structuration et le traitement des questions sont excellents.

Page 30 : le dernier paragraphe devrait être placé dans la partie introductive.

Page 31 : les 5 premiers paragraphes doivent subir le même sort.

Le titre de la section : *une concertation Etat/Secteur privé timide et des relations heurtées*

Page 32 : après le 3^{ème} paragraphe, choisir un titre : *reprise du dialogue et recomposition du patronat*

après le 6^{ème} paragraphe, choisir un titre : *une concertation organisée mais un bilan mitigé*

Page 33 : après le 4^{ème} paragraphe, choisir un titre : *des intérêts difficiles à réconcilier*

Page 35 : après le 1^{ème} paragraphe, choisir un autre titre : *promouvoir un environnement favorable au secteur privé*

Cette même page 35 présente les mécanismes mis en place en vue de lancer cette nouvelle politique de promotion du Secteur privé. Il serait intéressant de faire un paragraphe qui présente les résultats obtenus pour chaque mécanisme.

Page 36 : après le 4^{ème} paragraphe, choisir un titre : *restructurer le cadre économique*

Page 37 : la restructuration et la réactualisation des paragraphes 2, 3, 4, 5 sont indispensables

après le 5^{ème} paragraphe, choisir un titre : *modification du paysage économique et social par la privatisation*

Page 38 : après le 7^{ème} paragraphe, choisir un titre : *les effets de la privatisation sur l'emploi et le développement de l'entrepreneuriat*

Page 39 : le dernier paragraphe (d) doit être déplacé à la page 35, après le (c), et avant le nouveau paragraphe page 36.

Avant le 1er paragraphe, choisir un titre : *des recettes destinées à l'investissement*

Après le 5^{ème} paragraphe, choisir un titre : *Sonatel/Senelec : des résultats contrastés*

Le 4^{ème} paragraphe est une répétition.

Page 40 : après le tableau, choisir un titre : *une administration qui facilite*

Page 43 : actualiser les données sur le transport, avec, notamment la mise en place de la société *Dakar Dem Dikk*.

Page 46 : après le 7^{ème} paragraphe, choisir un titre : *une faible présence du privé*

A partir de la page 54 jusqu'à la page 57 : il y a nécessité de restructurer les quatre questions abordées en les identifiant de manière précise :

1. Promotion des investissements
2. Création d'une institution....
3. Compétitivité des entreprises
4. Patronat avec les 4 structures d'appui :
 - APS

- Banque de Développement
- APCE
- CPDS

Il me semble que cette dernière section (4) est redondante si on la met en relation avec le contenu de la page 54-55.

2.4 Les Institutions Publiques

Cette partie est selon moi, la section la mieux réalisée du rapport. Toutes les informations nécessaires à la compréhension du service public et des institutions sont prises en compte. Le traitement choisi est judicieux et le mode d'exposition retenu est attractif.

On pourrait néanmoins procéder à quelques coupes dans le texte. Elles sont proposées sur le manuscrit.

Page 65-66 : le dernier et premier paragraphes devraient être actualisés. Ils portent sur la crise casamançaise et les relations avec la Guinée Bissau.

L'avant-dernier paragraphe pourrait être supprimé car le box donne les mêmes informations.

Page 70 : 2^{ème} paragraphe : il porte sur la constitution et devrait être actualisé.

Page 95 : au 2^{ème} paragraphe, il est question d'un sous-secteur agricole qui n'est ni défini, ni qualifié.

Page 96 : actualisation du 4^{ème} paragraphe en traitant un peu de la crise de Cambérène et la réponse du gouvernement, à propos de l'assainissement.

Page 107 : pour compléter les informations, après avoir donné le point de vue du patronat, il est absolument indispensable de donner celui des syndicats, relativement à la gestion et au rôle de l'IPRES.

Page 108 : sur la permissivité et le laxisme des autorités quant au traitement de la corruption, ne serait-il pas judicieux de combiner ces considérations avec une petite réflexion sur la question de la tolérance sociale de la corruption ?

Page 120 : le 5^{ème} paragraphe, à partir de la seconde phrase devrait être déplacée à la page 119, au niveau de l'avant-dernier paragraphe, juste avant les deux dernières phrases.

Page 125 : 2^{ème} paragraphe : actualisation de la note 6, à propos du statut de la Senelec.

Page 126 : dernier paragraphe : actualisation, à propos du statut de la Senelec.

Une remarque générale s'impose à la fin de cette lecture. Il me semble qu'il manque dans cette section, une réflexion d'ensemble sur les conséquences qui découlent des modes d'élections (scrutin de liste et non de circonscription) sur les capacités des citoyens à contrôler et à sanctionner les élus, le déplacement de la légitimité de l'élu, du peuple au parti qui le choisit, d'une part et d'autre part sur la nature, les contraintes et les capacités des collectivités locales.

On pourrait aussi s'intéresser à la politisation excessive de la vie publique sénégalaise au détriment d'une réflexion et d'engagements plus portés vers les secteurs économiques et administratifs en particulier.

2.5 La Société Civile

Le choix méthodologique retenu pour traiter de cette question est excellent car il a permis d'éviter les débats théoriques et de suivre à la trace en les débusquant et en les analysant, les activités, acteurs et stratégies qui sont ceux de la société civile. Le seul regret : si les ONG et les organisations formelles sont excellemment traitées, les organisations communautaires sont quasi-absentes de la réflexion tout comme un traitement plus diachronique des approches variées adoptées par le gouvernement relativement à ces organisations (notamment au niveau des paragraphes 4 et 5 de la page 138).

Quelques longueurs sont à noter, notamment la section sur le système électoral.

Le schéma de la page 36/37 bis mérite une explication.

Page 176 : la section sur la presse, notamment la presse populaire devrait être actualisée. Tout comme il est nécessaire de prendre en considération, les tentatives, parfois réussies d'adaptation des media publics, avant l'alternance.(page 178).

2.6 La politique sociale

Pas de commentaires à faire sur cette section qui est aussi bien faite que celle sur les institutions publiques. De manière générale, on aimerait avoir des informations plus précises et mieux présentées, par exemple, relativement à la contribution de chaque acteur et secteur au financement de la santé et de l'éducation.

Par exemple, pour ce dernier secteur, (page 206), le même travail devrait être fait pour chaque ordre d'enseignement pour faciliter une comparaison. Ceci se ferait par une meilleure présentation des tableaux en intégrant les données et en procédant à une présentation rigoureuse des stratégies des acteurs et à une évaluation des contributions aux dépenses de santé de chaque groupe d'acteurs (pages 228-240).

Cette réorganisation vise à alléger le texte et à le rendre moins dense pour en faciliter la lecture.

Page 218 : dernier paragraphe : mieux présenter les trois questions abordées.

Page 221 : il me semble qu'il y a une contradiction entre le premier et le dernier paragraphe, au sujet des dépenses relatives à l'achat de médicaments.

2.7 L'Habitat

Cette section est bien présentée ; La nécessité de regrouper les information et de les présenter de manière plus rigoureuse s'impose.

Page 243 : 4^{ème} paragraphe : actualisation de la question relative au transport.

Page 244 : 1^{er} paragraphe : sur la décongestion du centre de Dakar, actualisation, en relation avec les projets présidentiels d'urbanisation.

Page 259 : dernier paragraphe : actualisation sur la question relative au CUD.